

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - HK/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

wochentx					
----------	--	--	--	--	--

Wochentelex 45/86 v e r t r a u l i c h

Entretiens entre le Chef du Département et le Ministre français des Affaires Etrangères, M. Jean-Bernard Raimond (R), à Berne, le 31.10.86.

1. Q U E S T I O N S B I L A T E R A L E S

CFA souligne la satisfaction des autorités suisses devant améliorations des affaires bancaires et douanières, regrettant seulement que l'amnistie n'ait pas été étendue à prévenus contre lesquels actions sont en cours. Aide-mémoire est remis sur validation périodes algériennes de sécurité sociale, interférences de radios locales, essence sans plomb, problème des prix de cession de substances pharmaceutiques concernant Ciba-Geigy, ainsi que problème de répartition du frêt maritime touchant Keller Shipping. R estime que ces problèmes doivent être réglés, et s'en occupera au mieux.

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

2. E S T - O U E S T E T C S C E

Selon R et CFA, l'échec de Reykjavik doit être relativisé. Des propositions nouvelles y ont été formulées, et désir de dialogue subsiste. A veille de rencontre, MAE soviétique a déclaré à R qu'un accord était proche sur l'option 0 en Europe: retrait des Pershing et SS20, gel de 100 têtes nucléaires soviétiques en Asie, et 100 américaines en Alaska ou Floride. Soviétiques étaient également prêts à ne pas prendre en compte les forces nucléaires britanniques et françaises. La négociation aurait ensuite porté sur retrait des missiles à courte portée soviétiques et américains. La France, comme la RFA, y voit création d'un déséquilibre, car tous les missiles américains partis, déséquilibre des armes conventionnelles et chimiques serait consacré.

3. Un accord à la CDE semblait acquis dès juillet, selon ce que disait à l'époque Chevardnadze à R. La conférence de Vienne, selon R, doit négocier un 'nouveau mandat' par rapport à celui qui a régi Stockholm, en y incluant un pas en avant vers le désarmement conventionnel. Ce pas doit être progressif: il ne peut s'agir d'emblée d'une réduction, mais bien d'abord d'une limitation, ou plafonnement des armements conventionnels. Les Américains voudraient parvenir à des négociations entre alliances, alors que la France - comme la RFA et la GB - s'y

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

oppose, car cela irait contre l'esprit de la CSCE, effacerait la composante politique au profit de la seule militaire et ferait la part belle aux seuls chefs de file des alliances. La Suisse ne peut consentir à un nouveau forum sur le désarmement, indépendant de la CSCE, qui viderait la première corbeille de sa substance. Les mesures de confiance doivent d'abord être mises en place pour que l'on puisse en vérifier l'efficacité. Le désarmement en tant que tel n'est pas négociable pour la Suisse à ce stade, comme souligné dans la déclaration interprétative à Stockholm. Il faut en plus créer meilleures possibilités de consultations des neutres, pour dépasser le seul cadre bloc à bloc. Enfin, il conviendrait de créer mécanismes de vérification des dispositions de la 3ème corbeille. R d'accord d'améliorer consultations Neutres-Alliance, se réjouit de similitude de vues entre France et Suisse.

4. C O O P E R A T I O N E U R O P E E N N E

L'Acte unique a été élaboré pour tenir compte évolution CEE. Assez modeste progrès, supprime les entraves à la communication intérieure, et étend système de majorité qualifiée sur marché intérieur, bien que réserve d'unanimité est maintenue sur certains sujets, comme environnement. En cas de nouvelle adhésion et accords avec l'extérieur, avis conforme du Parlement européen est nécessaire. Coopération politique ne s'en trouve pas

Letzte Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja

Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

modifiée, chacun garde sa souveraineté. La Suisse, intéressée au dialogue européen, s'interroge sur meilleur moyen de le poursuivre dans cadre élargi. Un rôle particulier revient au Conseil de l'Europe. CFA attire attention sur deux conventions du Conseil de l'Europe, sur prévention de la torture et conservation vie sauvage et milieu naturel. R examinera question de plus près. R est prêt a examiner moyens d'améliorer consultations CH - CEE, et propose envoi en Suisse de ''Troika'' de directeurs politiques à intervalles réguliers. Ambassadeur Lévy souligne qu'information a jusqu'ici bien marché. Il existe un intérêt mutuel à recherche de solutions à 18, par exemple sur livre blanc concernant marché intérieur, pour renforcer compétitivité d'Europe dans son ensemble. Dialogue doit être établi le plus tôt possible, avant même que CEE n'ait arrêté sa position.

5. I R A N - I R A K

Suisse ne peut qu'offrir ses bons offices. Lors de ses nombreux contacts au Proche-Orient, CFA a partout constaté crainte de l'expansion du fondamentalisme. Selon R, gouvernement français actuel cherche à normaliser relations avec Iran. S.G. du Quai d'Orsay Ross est allé en mission à Téhéran en avril 1986 pour négocier contentieux économiques et financiers, et réfugiés iraniens en France. Il a répété position française ferme, qui ne modifiera pas son amitié avec Irak et ne vendra jamais d'armes à

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

Iran. R espère retombées positives de cette politique dans question otages. Il n'est pas question de parachever normalisation tant que les otages ne seront pas libérés par Libanais d'obédience iranienne. En tout état de cause, il n'y a aucun marchandage comme le clame la presse. La politique française est approuvée par les USA et Etats arabes modérés. CFA et R sont d'accord que régime iranien est durable. Selon R, Irak est techniquement en mesure de tenir, mais a un problème de moral. Malgré tout, Vice-MAE irakien Aziz de passage à Paris récemment, semblait sincèrement optimiste.

6. S Y R I E

En France divisions de la majorité viennent de sensibilités différentes qui se manifestent lors de crises. Les socialistes demeurent prudents car ne connaissent pas contenu des relations entre le Président et le gouvernement. Les Parisiens ont réagi calmement à la vague terroriste. R est persuadé que le terrorisme anti-français n'est pas unifié. Une vague a été liée au terroriste Abdallah emprisonné. Quant à attaque contre contingent français, FINUL, elle est due à taille, fonction et position géographique du contingent. La France n'a pas de preuves formelles contre la Syrie, la Libye ou l'Iran. Dans ses contacts avec la Syrie, elle a fait passer des messages de fermeté.

Letzte
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address.

Chiffriert

Two checkboxes for 'Chiffriert' (Yes/No).

Ja Nein

Priorität

Three checkboxes for 'Priorität' (Norm., Dring., Flash).

Norm. Dring. Flash

Faktura

Checkbox for 'Faktura'.

Text erg.

Checkbox for 'Text erg.'.

F.I.

Checkbox for 'F.I.'.

Absender

Text box for 'Absender'.

Seite-Nr.

Page number box containing '6'.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

7. C O N F E R E N C E D E L A C R O I X R O U G E

CFA déplore la suspension de l'Afrique du Sud. Les travaux en cours sont cependant rassurants. Plusieurs pays se sont engagés à ratifier Protocoles additionnels. Sur proposition de BRE, R promet de parler en faveur du CICR à MAE Botha quand il se rendra prochainement en France. Afrique du Sud: la France se prononce contre sanctions obligatoires et générales prises dans cadre chapitre 7 de la Charte de NU, elle préfère des sanctions volontaires. Pour avoir une valeur politique, elles devront être prises par les 12 membres de la CEE. Or la GB et la RFA sont contre. Selon R, la position suisse est sage.

UNESCO: selon R, le danger que M'Bow revienne sur sa décision est minime. La France n'a pas pris position sur candidat suivant. Elle souhaite simplement qu'il soit francophone. Brunner

Letzte Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Références und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

F i n d e l a X X V e m e C o n f e r e n c e i n t e r n a -
t i o n a l e d e l a C r o i x - R o u g e .

La Conference s'est terminée beaucoup mieux qu'elle n'avait commencée. Si l'on excepte la suspension de la délégation gouvernementale de l'Afrique du Sud, nous avons tout lieu d'être satisfaits des résultats obtenus.

1. R e s u l t a t s d e l a C o n f e r e n c e

La Conference a adopté par acclamation les nouveaux statuts du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ainsi que le nouveau Règlement de la Conference. Ces textes étaient critiqués par les pays socialistes qui les trouvaient trop conservateurs et par d'autres qui souhaitaient affaiblir le rôle du CICR. Ils ont finalement été adoptés sans amendements à la plus grande satisfaction du CICR et de la Suisse.

La Conference a examiné de façon approfondie le rapport d'activité du CICR et les problèmes relatifs au respect du droit international humanitaire dans les différents conflits. Elle a adopté par consensus une résolution importante sur cette question, à la satisfaction du CICR.

La Conference a également adopté par consensus une résolution qui lance un appel à tous les Etats Parties aux Conventions de Genève pour qu'ils envisagent de devenir également Parties aux Protocoles additionnels le plus rapidement possible. Des négociations menées par le Danemark ont permis d'obtenir un consensus (Etats-Unis inclus) sur un texte de résolution qui est positif,

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

aussi aux yeux du CICR. En outre, plusieurs pays ont annonce qu'ils allaient ratifier tres prochainement les Protocoles (Argentine, Australie, Canada, Grece (Protocole I), Islande, Nigeria, Nouvelle Zelande, Portugal, Pays-Bas). D'autres pays ont annonce leur intention de les ratifier (Algerie, Cuba (Prot. II), Egypte, Israel (Prot. II), Malaisie, Maroc, Ouganda, Zaire (Prot. II)). On relevera en outre l'adoption, apres de longues negociations, d'une resolution presentee par la Suede et la Suisse concernant l'approfondissement des travaux relatifs au droit de la guerre sur mer et sur terre.

Enfin la Conference a adopte, toujours par consensus, 28 autres resolutions concernant notamment la torture, la protection de la population civile et en particulier des enfants dans les conflits armes, les refugies, la diffusion du droit humanitaire et les activites operationnelles de la Croix-Rouge.

Par ailleurs, la Conference a elu les cinq personalites suivantes a la Commission permanente de la Croix-Rouge: M. Abu-Goura (Jordanie, President), le Prince von Sayn-Wittgenstein-Hohenstein (RFA, Vice-President), Mme Harmon (Bresil), M. Hantos (Hongrie), M. Hove (Zimbabwe).

Enfin, il a ete decide que la XXVeme Conference se tiendrait en Colombie, en principe en 1990.

2. Questions politiques

a. Afrique du Sud:

La suspension de la Delegation gouvernementale de ce pays, qui

Letzte
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Réferenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>				
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
<input type="text"/>	<input type="text" value="9"/>

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

n'avait d'effet que pour la duree de la XXVeme Conference, est le moins mauvais resultat que l'on pouvait obtenir dans les circonstances presentes. Rappelons que la participation de la Societe de la Croix-Rouge sud-africaine n'a finalement pas ete contestee. Elle reste membre a part entiere du Mouvement de la Croix-Rouge, dont l'universalite demeure ainsi intacte (rappelons que le Mouvement est compose des societes nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la Ligue et du CICR).
Ce que l'on peut regretter, c'est la maniere dont cette question a ete traitee, et notamment le fait que l'Ambassadeur d'Afrique du Sud n'ait pas pu prononcer sa declaration. Il y a eu certaines maladresses dans la conduite des debats en pleniere qui ont nui a l'atmosphere, mais n'ont pas change le resultat final. Cette suspension et surtout la tension accumulee pendant les deux journees de debats sur l'Afrique du Sud furent un choc pour beaucoup de delegues, meme parmi ceux ayant vote pour la suspension, qui provoqua un fort elan de cooperation sur les questions de substance et permit a la Conference de mener a bien, plus rapidement que prevu, ses travaux. On s'attendait en particulier a un debat long et difficile sur les statuts, qui furent en fait adoptes par acclamation en trois heures a l'etonnement de tous. Enfin, cette suspension eut un large echo - ressenti negativement dans les pays occidentaux et positivement dans les pays du Tiers Monde - et provoqua beaucoup d'interet pour la Conference a travers le monde.

Letzte Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

b. OLP

L'OLP devisa une demande de participation a la Conference en tant qu'Observateur. Portee en pleniere, cette requete aurait ete soutenue par les pays du Tiers Monde, les pays socialistes et certains pays occidentaux (Autriche, pays Nordiques) et se serait heurtee a l'opposition d'Israel et des USA. En cas de vote positif, Israel, avec peut-etre les USA, aurait quitte la Conference. Un tel debat aurait aussi rouvert la question de la participation des mouvements de liberation sud-africains. Pour eviter que la Conference ne se termine comme elle avait commence, la Delegation suisse s'est efforcee par une activite intense de desamorcer cette bombe. Apres trois jours de contacts continus avec toutes les parties concernees (OLP, Israel, pays arabes, Groupe des 77, pays occidentaux, USA, URSS, Bureau de la Conference, CICR.....), nous sommes parvenus a une solution acceptable pour tous: l'OLP a renonce a faire passer sa demande a cette Conference et accepte qu'elle soit transmise a la Commission permanente nouvellement elue pour examen en vue de la prochaine Conference. De son cote, le President, dans sa reponse a l'OLP, a reconnu, en accord avec le Bureau de la Conference, qu'il y avait un interet legitime a ce que l'OLP puisse participer comme Observateur a la Conference. Cette opinion sera aussi transmise a la Commission permanente, mais ne la liera pas. (Il faut preciser que les nouveaux statuts prevoient que la Commission permanente etablisse la liste des Observateurs a inviter par consensus).

Letzte
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

Références und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>					

Cette opinion du Bureau n'a pas ete approuvee par Israel, qui a fait valoir ses objections dans une lettre adressee au President de la Conference, mais a renonce a parler en pleniere. La position et la decision du Bureau ont ete exposees par le President en pleniere tout a la fin de la Conference, sans susciter de reactions. Toutes les parties concernees, notamment l'OLP et Israel, ont ete reconnaissantes de nos efforts et heureuses de la solution trouvee.

c. L'admission comme Observateurs des autres mouvements de liberation (ANC, PAC, SWAPO, Polisario) n'a pas ressurgi. Elle se reposera vraisemblablement aussi lors de la prochaine Conference.

3. C o n s i d e r a t i o n s g e n e r a l e s

La politisation des debats et la suspension d'une delegation gouvernementale de la Conference pour la premiere fois dans l'histoire de la Croix-Rouge ont provoque un incontestable malaise qui s'est maintenu jusqu'a la fin, meme si ce n'etait de loin pas la premiere fois que la Conference se heurtait a des problemes politiques graves. Ce phenomene a ete favorise par le fait que la Conference se tenait a un moment peu propice - alors qu'une offensive diplomatique generalisee est en cours contre l'Afrique du Sud et que meme les USA ont pris des sanctions economiques contre elle - et a G e n e v e , ou les Missions des Etats participants ont des diplomates rompus aux debats politiques et aux incidents de procedure.

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Pour regrettable que soit cette politisation, elle oblige la Croix-Rouge internationale a desormais mieux prendre en consideration la realite du monde d'aujourd'hui.

Il apparait aussi que l'organisation et la conduite d'une Conference aussi vaste et aussi complexe (environ 300 delegations, dont 165 gouvernementales, et 1200 participants) est une charge tres lourde pour une societe nationale de la Croix-Rouge. De telles conferences mondiales ne sont plus a l'abri de la politique et devraient etre conduites par des representants gouvernementaux et des professionnels de la diplomatie multilaterale. On peut aussi se demander s'il est souhaitable que de telles conferences soient encore convoquees avec ces structures bipartites (Gouvernements et societes nationales), ou si d'autres methodes de dialogue ne devraient pas etre envisagees.

Il s'agit maintenant de faire une analyse approfondie des conclusions a tirer de cette conference, a la fois pour le CICR et pour notre politique etrangere. Nous aurons tres prochainement deja des entretiens a ce sujet avec le President Hay et ses plus proches collaborateurs. Brunner.

NNNN

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Pourparlers économiques avec le Portugal
(Neuchâtel, 28 octobre)

Pourparlers insérés dans cadre manifestations marquant bi-centenaire mort de David de Pury, citoyen neuchâtelois ayant déployé grande activité au Portugal. Délégations suisse (dirigée par Ambassadeur Lévy) et portugaise (dirigée par Secrétaire d'Etat au commerce extérieur Caldeira da Silva) très bien accueillies par autorités cantonales et communales. Conditions ont été propices au dialogue, plus particulièrement concernant avenir processus d'intégration européenne.

Secrétaire d'Etat portugais a brossé tableau situation économique de son pays en insistant sur effets positifs nouvelle politique économique et sur importance accordée aux investissements étrangers dans efforts de rattrapage. Ambassadeur Lévy s'est plu à relever que mise en oeuvre du Protocole additionnel entré en vigueur le 1er mars 1986 s'est effectuée sans problèmes majeurs. Concernant parallélisme mise en oeuvre Livre blanc sur marché intérieur et coopération entre CE et pays de l'AELE, chef délégation helvétique a insisté sur importance d'un dialogue exploratoire précoce et sur nécessité accentuation de l'influence des Etats membres dans processus. M. Caldeira da Silva a précisé que Portugal ne peut avancer que progressivement dans voie de la libéralisation.

Au niveau relations bilatérales, nécessité de développer les échanges a été reconnue. Problèmes fixation des prix des produits pharmaceutiques discutés. En ce qui concerne système de déclaration à l'importation, assurance a été donnée que système serait supprimé envers pays de l'AELE à fin 1988, comme pour les pays CEE. D'autres obstacles aux échanges ont également été abordés. Entretien s'est terminé par bref échange de vues sur perspectives Uruguay Round.

Lors entrevue avec Secrétaire d'Etat Sommaruga, M. Caldeira da Silva a souligné que son pays peut, pour raisons historiques, jouer rôle dans dialogue Sud-Sud. Portugal peut être considéré comme allié de la Suisse au sein Communautés.

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/is

Interne Verteilerliste

Betrifft: **Wochentelex 45/86**

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Herr Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Wyss Herr Fetscherin (KSZE) Herr Faessler Herr de Dardel	PIA WS FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg Herr Blickenstorfer Herr Strauch	RUE BLI STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Herr Flückiger	GH FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Staehelin Minister Lautenberg	MF SIN LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf	WER IND RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

Bern, den 4. November 1986

3a 4. Nov. 86 16

1.A.22.14.7.3. - HK/is

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: **Wochentelex 45/86** **vertraulich**

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	

Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

i.A.22.14.7.3. - HK/is

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 45/86

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|
| - Accra | - Den Haag | - Peking |
| - Addis Abeba | - Dublin | - Prag |
| - Algier | - <i>Havanna</i> | - Pretoria |
| - <i>Amman</i> | - Helsinki | - Rabat |
| - Ankara | - <i>Guatemala</i> | - Riad |
| - Athènes | - Kairo | - Rome |
| - Bagdad | - <i>Kinshasa</i> | - Santiago |
| - Bangkok | - Lagos | - Stockholm |
| - Beirut | - Lissabon | - Strassburg Repr. |
| - Bonn | - London | - Teheran |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Tel Aviv |
| - Brüssel
Botschaft + Mission) | - Madrid | - Tokio |
| - Budapest | - Mexiko | - Warschau |
| - Buenos Aires | - Moskau | - Washington |
| - Bukarest | - Nairobi | - Wien |
| - Canberra | - New Delhi | |
| - Caracas | - New York/Swissobser | |
| - Dar es Salaam | - Ottawa | |
| | - Oslo | |
| | - Paris (auch OECD) | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrations-